

Art. 20. De toelichting maakt integraal deel uit van het samenwerkingsakkoord.
Gedaan te Brussel, op 8 maart 1994, in zes originelen, in de Nederlandse, Franse en Duitse taal.

Voor de Federale Regering :
Pour le Gouvernement fédéral :
Für die Föderalregierung:

De minister van Buitenlandse Zaken,
Le Ministre des Affaires étrangères,
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,
W. CLAES

Pour le Gouvernement wallon :
Voor de Waalse Regering :
Für die Wallonische Regierung:

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering :
Pour le Gouvernement flamand :
Für die Flamische Regierung:

De minister-president en Vlaamse minister van Economie,
KMO, Wetenschapsbeleid, Energie en Externe Betrekkingen,
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,
J. MARAITE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :
Für die Regierung der Region Brussel-Hauptstadt:

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

F. 96 -- 1546

[C - 27420]

27 JUIN 1996

**Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981
concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées en dernier lieu par la loi du 5 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et du Gouvernement wallon des 1er avril 1993, 10 mars 1994 et 6 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques a eu notamment pour effet de modifier le statut organique de celles-ci;

Qu'en vertu de l'autonomie leur conférée, ces mêmes entreprises publiques économiques ont modifié les statuts administratif et pécuniaire de leur personnel;

Considérant que les membres du personnel de certains organismes d'utilité ou d'intérêt public relèvent de régimes administratif et pécuniaire distincts de ceux applicables au personnel de l'Etat;

Considérant que les dispositions des articles 11 et 13 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 décembre 1981 tel que modifié par les arrêtés subséquents ont pour effet de limiter la rétribution des membres et agents de cabinet aux taux et conditions prévus pour le personnel de l'Etat;

Que cette disposition est préjudiciable aux membres et agents de cabinet qui appartiennent à un service public au sens large et qui relèvent de régimes administratif et pécuniaire distincts de ceux applicables pour le personnel de l'Etat;

Que cette situation est génératrice de litiges avec les organismes d'origine des agents détachés;

Que plusieurs dossiers de l'espèce sont en souffrance et qu'il convient d'y remédier sans délai;

Considérant qu'il importe de permettre au Gouvernement wallon et aux Ministres, membres du Gouvernement wallon de pouvoir s'adjoindre les services des collaborateurs de leur choix sans que ces derniers ou l'organisme d'origine auquel ils appartiendraient aient à subir de préjudice;

Considérant, de plus, qu'à la suite des différentes modifications intervenues, la numérotation des articles de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon présente des erreurs et qu'il s'indique, pour en faciliter la lecture et l'interprétation, d'apporter, sans délai, la cohérence nécessaire au texte dudit arrêté;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du budget;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, les mots "de l'Exécutif régional wallon" et "de l'Exécutif" sont respectivement remplacés par les mots "du Gouvernement wallon" et "du Gouvernement".

Art. 2. A l'article 2bis du même arrêté, les chiffres "18 et 19" et "7 et 12" sont respectivement remplacés par les chiffres "16 et 17" et "5 et 10".

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les mots "du Ministère" sont remplacés par les mots "des Ministères".

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les mots "l'Exécutif" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 5. A l'article 10 du même arrêté, les mots "du Ministère" sont remplacés par les mots "des Ministères".

Art. 6. L'article 11 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 11. La situation pécuniaire des membres et agents de cabinet qui, sans faire partie des Ministères de la Région wallonne, appartiennent toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 91, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur pied de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 10. Le Ministre intéressé rembourse éventuellement au service d'origine la rétribution du membre ou de l'agent de cabinet, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables au membre ou à l'agent du cabinet dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant des charges patronales.

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 9.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 7. L'article 13 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 13. Sans préjudice de l'article 11, les membres et agents des cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Ministères de la Région wallonne."

Art. 8. L'article 16, § 1er du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour, et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit : le chef de cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs A2 et A1; le chef de cabinet adjoint est assimilé aux fonctionnaires de rang A3, les conseillers, le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés aux fonctionnaires des rangs A5 à A4; le personnel affecté aux travaux d'exécution et les gens de métier et de service au personnel des Ministères de la Région wallonne exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des cabinets visés aux articles 10 et 11 du présent arrêté."

Art. 9. A l'article 17, alinéa 4, du même arrêté, les mots "de l'Exécutif" sont remplacés par les mots "du Gouvernement".

Art. 10. A l'article 19, § 6, du même arrêté, le chiffre "15" est remplacé par le chiffre "13".

Art. 11. A l'article 21 du même arrêté, les mots "L'Exécutif", sont remplacés par "Le Gouvernement".

Art. 12. Aux articles 22 et 23 du même arrêté, les mots "de l'Exécutif" sont remplacés par les mots "du Gouvernement".

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 1546

[C — 27420]

27. JUNI 1996. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Juli 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch die Erlasse vom 27. Januar 1982, vom 6. Februar 1986, vom 11. Mai 1988 und der Wallonischen Regierung vom 1. April 1993, vom 10. März 1994 und vom 6. April 1995;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In der Erwägung, daß das Gesetz vom 21. März 1991 zur Reform gewisser wirtschaftlicher öffentlicher Unternehmen unter anderem die Abänderung der Grundsatzung dieser Unternehmen zur Folge hatte;

In der Erwägung, daß infolge der Selbstständigkeit, die denselben wirtschaftlichen öffentlichen Unternehmen gewährt worden ist, diese Unternehmen die Verwaltungs- und Besoldungsstatuten ihres Personals abgeändert hatten;

In der Erwägung, daß die Personalmitglieder gewisser gemeinnütziger Einrichtungen bzw. Einrichtungen öffentlichen Interesses Verwaltungs- und Besoldungssystemen unterstehen, die sich von denjenigen, die Anwendung auf das Staatspersonal finden, unterscheiden;

In der Erwägung, daß die Bestimmungen der Artikel 11 und 13 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Dezember 1981, wie er durch die späteren Erlasse abgeändert worden ist, die Beschränkung der Entlohnung der Kabinettsmitglieder und -bediensteten auf die für das Staatspersonal vorgesehenen Sätze und Bedingungen zur Folge haben;

In der Erwägung, daß diese Bestimmung nachteilig für die Kabinettsmitglieder und -bediensteten ist, die einem öffentlichen Dienst im weiteren Sinne angehören und die Verwaltungs- und Besoldungssystemen unterstehen, die sich von denjenigen, die Anwendung auf das Staatspersonal finden, unterscheiden;

In der Erwägung, daß diese Situation Streitigkeiten mit den ursprünglichen Dienststellen der vorübergehend zugeteilten Bediensteten verursachen könnte;

In der Erwägung, daß mehrere diesbezügliche Akten unerledigt bleiben und daß es notwendig ist, diese Situation unverzüglich zu verbessern;

In Erwägung der Notwendigkeit, der Wallonische Regierung und den Ministern, Mitgliedern der Wallonischen Regierung die Möglichkeit zu geben, Mitarbeiter ihrer Wahl aufzunehmen, ohne daß es für diese oder die ursprüngliche Einrichtung, der sie angehören, nachteilig werden könnte;

In der Erwägung außerdem, daß infolge der verschiedenen vorgenommenen Abänderungen Fehler in der Numerierung der Artikel des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1991 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, eingetreten sind und das es unentbehrlich ist, dem besagten Erlaß die notwendige Kohärenz unverzüglich anzubringen, so daß sein Lesen und seine Auslegung erleichtert werden;

Aufgrund des am 8. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, werden die Wörter "der Wallonischen Regionalexekutive" und "der Exekutive" jeweils durch die Wörter "der Wallonischen Regierung" und "der Regierung" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2bis desselben Erlasses werden die Ziffern "18 und 19" und "7 und 12" jeweils durch die Ziffern "16 und 17" und "5 und 10" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Wörter "des Ministeriums" durch die Wörter "der Ministerien" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "die Exekutive" durch die Wörter "die Regierung" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden die Wörter "des Ministeriums" durch die Wörter "der Ministerien" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

"Art. 11. Die finanzielle Lage der Kabinettsmitglieder und -bediensteten, die ohne den Ministerien der Wallonischen Region anzugehören, jedoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem im Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Anstalt, einer auf der Grundlage von Artikel 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber einverstanden ist, das Gehalt weiterhin zu zahlen, erhält der Betroffene die in Artikel 10 vorgesehene Kabinettszuwendung. Der betroffene Minister zahlt der ursprünglichen Dienststelle eventuell das Gehalt

des Kabinettsmitglieds oder -bediensteten, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zulage oder Vergütung, die gemäß den auf ein Kabinettsmitglied oder einen Kabinettsbediensteten in seiner ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht wird, zurück.

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, erhält der Betroffene die in Artikel 9 anstelle eines Gehalts vorgesehene Kabinettszuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger als das Gehalt im weiteren Sinne sein, das um die Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die im 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden."

Art. 7 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

"Art. 13. Unbeschadet des Artikels 11 erhalten die Kabinettsmitglieder und -bediensteten die Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- oder Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Ministerien der Wallonischen Region vorgesehen sind".

Art. 8 - Artikel 16, § 1 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

"Im Hinblick auf die Gewährung von Aufenthaltskostenvergütungen und in Sachen Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Kabinettsmitglieder und -bediensteten mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen: der Kabinettschef wird den Beamten der Ränge A2 und A1 gleichgestellt; der beigeordnete Kabinettschef wird den Beamten des Rangs A3 gleichgestellt; die Berater, der Kabinettssekretär, der Privatsekretär und die Attachés den Beamten der Ränge A5 bis A4; das Personal mit ausführender Tätigkeit und das Fach- und Dienstpersonal dem Personal der Ministerien der Wallonischen Region, das entsprechende Ämter ausübt. Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, daß die in Artikeln 10 und 11 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kabinettsmitglieder und -bediensteten einer Kategorie angeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt."

Art. 9 - In Artikel 17, Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter "der Exekutive" durch die Wörter "der Regierung" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 19, § 6 desselben Erlasses wird die Ziffer "15" durch die Ziffer "13" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden die Wörter "Die Exekutive" durch die Wörter "Die Regierung" ersetzt.

Art. 12 - In Artikeln 22 und 23 desselben Erlasses werden die Wörter "der Exekutive" durch die Wörter "der Regierung" ersetzt.

Art. 13 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1995 in Kraft.

Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 96 — 1546

[C — 27420]

27 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988 en van de Waalse Regering van 1 april 1993, 10 maart 1994 en 6 april 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 houdende regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Overwegende dat de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven onder meer de wijziging van hun organiek statuut als gevolg heeft gehad;

Dat, overeenkomstig de hun toegekende autonomie, diezelfde economische overheidsbedrijven het administratief en geldelijk statuut van hun personeel gewijzigd hebben;

Overwegende dat de personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut of belangstelling geregeld worden bij andere administratieve en geldelijke stelsels dan dewelke toepasselijk zijn op het Rijkspersoneel;

Overwegende dat de bepalingen van artikelen 11 en 13 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 december 1981 zoals gewijzigd bij latere besluiten als gevolg hebben de bezoldiging van de kabinetsleden en -beambten te beperken tot het bedrag en volgens de voorwaarden voorzien voor het rijkspersoneel;

Dat deze maatregel nadelig is voor de kabinetsleden en -beambten die ressorteren onder een openbare dienst in de ruime zin en onder andere administratieve en geldelijke stelsels dan dewelke toepasselijk zijn op het Rijkspersoneel;

Dat deze toestand geschillen veroorzaakt met de instellingen van herkomst van de gedetacheerde personeelsleden;
 Dat meerdere gelijkaardige dossiers nog niet afgehandeld zijn en dat het geboden is ze onverwijld op te lossen;
 Overwegende dat het geboden is de Waalse Regering en de Ministers, Leden van de Regering, in staat te stellen beroep te kunnen doen op de diensten van medewerkers naar eigen keus zonder dat deze medewerkers of hun instelling van herkomst daarvan enig nadeel ondervinden;

Overwegende bovendien dat ten gevolge van verschillende wijzigingen de nummering van de artikelen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, fouten vertoont en dat het geboden is de nodige samenhang van de tekst onverwijld in te voeren zodat hij gemakkelijker te lezen en te interpreteren is;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 8 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, worden de woorden "van de Waalse Executieve" en "van de Executieve" respectievelijk vervangen door de woorden "van de Waalse Regering" en "van de Regering".

Art. 2. In artikel 2bis van hetzelfde besluit worden de cijfers "18 en 19" en "7 en 12" respectievelijk vervangen door de cijfers "16 en 17" en "5 en 10".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "van het Ministerie" vervangen door de woorden "van de Ministeries".

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Executieve" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "van het Ministerie" vervangen door de woorden "van de Ministeries".

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 11. De geldelijke toestand van de kabinetsleden en -beambten die, zonder deel te maken van de Ministeries van het Waalse Gewest, nochtans behoren tot een rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld bij de wet van 21 maart 91, een instelling van algemeen belang, een instelling van openbaar nut bedoeld bij de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever ermee instemt de betaling van de wedde voort te zetten verkrijgt de belanghebbende de in artikel 10 bedoelde kabinetstoelage. De betrokken minister stort eventueel aan de dienst van herkomst de wedde terug van het kabinetslid of de kabinetsbeambte, alsook de toelage van vakantiegeld, de eindejaarspremie en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen toepasselijk op het kabinetslid of de kabinetsbeambte in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen.

2° indien de werkgever de betaling van de wedde stopzet bekomt de belanghebbende de in artikel 9 voorziene kabinetstoelage die als wedde geldt.

Deze toelage mag nochtans niet hoger noch lager zijn dan het bedrag van de wedde in de ruime zin, verhoogd met de toelage die de belanghebbende zou krijgen indien de sub 1° vermelde bepalingen op hem toegepast zouden worden."

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 13. Onverminderd artikel 11 hebben de kabinetsleden en -beambten recht op kinderbijslag, geboortetoelage, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden voorzien voor het personeel van de Ministeries van het Waalse Gewest."

Art. 8. Artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Voor de toekenning van de vergoedingen wegens verblijfskosten en inzake reiskosten wordt de gelijkstelling van de kabinetsleden en -beambten met de graden van de administratieve hiërarchie vastgesteld als volgt : de kabinetschef wordt gelijkgesteld met de ambtenaren van rang A2 en A1; de adjunkt-kabinetschef wordt gelijkgesteld met de ambtenaren van rang A3; de adviseurs, de kabinetssecretaris, de bijzondere secretaris en de attachés met ambtenaren van rangen A5 tot A4; het personeel gebezigd voor uitvoeringswerken en het vak- en dienstpenseel met het personeel van de Ministeries van het Waalse Gewest dat een gelijkaardige functie waarneemt. Deze gelijkstelling mag niet tot gevolg hebben dat de in artikelen 10 en 11 van dit besluit bedoelde kabinetsleden en -beambten gerangschikt worden in een categorie die lager is dan dewelke overeenstemt met hun graad."

Art. 9. In artikel 17, 4de lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de Executieve" vervangen door de woorden "van de regering".

Art. 10. In artikel 19, § 6, van hetzelfde besluit wordt het cijfer "15" vervangen door het cijfer "13".

Art. 11. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Executieve" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 12. In artikelen 22 en 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de Executieve" vervangen door de woorden "van de Regering".

Art. 13. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1995.

Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
 B. ANSELME